

# **MEDIAS, ACTEURS ET DEVELOPPEMENT LOCAL EN AFRIQUE**

**Moustapha Samb**

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)

[tafasamb@yahoo.fr](mailto:tafasamb@yahoo.fr)

## **Résumé**

Ce texte est une réflexion sur la relation entre média, développement et langues nationales. Un tour d'horizon qui part de la fin de la deuxième guerre à nos jours en passant par la période cruciale des indépendances. Il sera question d'analyser la manière dont la radio, en utilisant les langues africaines, a ignoré la frontière et montré la grande aberration que constitue la balkanisation du continent face aux réalités socioculturelles et linguistiques. Enfin, il sera surtout question de revisiter l'évolution du traitement réservé aux langues nationales par les acteurs journalistiques aussi bien par la radio nationale que par les radios internationales, des ondes courtes à la modulation de fréquence, en rapport avec les politiques de développement.

**Mots-clés:** Médias, langues nationales, développement, journalistes, analphabétisme, Afrique

## **Abstract**

This text is a reflection on the relationship between media development and national languages. A round-up which starts from the end of the second war to today through the crucial period of independence. He will discuss how to analyze the radio, using African languages, has ignored the border and showed the great aberration that is the balkanization of the continent face the socio-cultural and linguistic backgrounds. Finally, it is mainly a question of revisiting the evolution of the treatment of national languages by the actors journalistic as well as on national radio by the international radio and shortwave frequency modulation, in connection with development policies

**Keywords :** Media, national languages, development, journalists, illiteracy, Africa

## **INTRODUCTION**

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE**

**SUDLANGUES**

N° 14 - Décembre 2010

<http://www.sudlangues.sn/> ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

Tel : 00 221 548 87 99

A cause de l'analphabétisme, la presse écrite demeure encore un medium élitiste en Afrique. La télévision, malgré les progrès enregistrés ces dernières années reste encore confinée en zone urbaine.

La radio continue de s'imposer comme le véritable moyen de communication de masse. Ce médium est très égalitaire et il épouse fortement l'essence orale des civilisations africaines.

En Afrique, la radio a le plus fort bassin d'audience, surtout avec l'avènement des chaînes privées qui ont le mérite d'introduire une tonalité polyphonique dans l'opinion publique, en diversifiant le produit, mais aussi et surtout en atténuant le monopole exclusif des radios internationales face à la radio d'Etat. Elles ont surtout le mérite de désacraliser le médium et d'installer une dynamique de concurrence.

La presse écrite est destinée en Afrique à une minorité d'intellectuels et à l'élite. Elle a la force de dépasser l'écume des événements et de commenter à fond les faits qui dominent l'actualité. Elle subit moins les pressions du temps que la radio qui est un médium chaud et pressé. La presse écrite accorde plus d'espace temporel au lecteur qui a plus de recul par rapport à l'instantanéité des médias électroniques et audiovisuels.

La télévision, quant à elle, se distingue par deux atouts majeurs : l'image (avec les risques de manipulation et de désinformation que cela comporte) et la diffusion. Mais l'impact de la télévision africaine reste limité au niveau des grandes villes. La paupérisation et l'absence d'un réseau intense d'électrification en sont les causes. Il n'y a que la radio qui s'adapte véritablement aux réalités socioéconomiques du continent et cela à cause de plusieurs facteurs.

D'abord, on peut souligner le phénomène de la *transistorisation* qui traduit la miniaturisation du récepteur radio ; ensuite, le coût peu élevé du récepteur, la commodité d'utilisation et son programme ininterrompu qui font de la radio le « médium-roi » en Afrique. La couverture de l'ensemble du pays, renforcée par l'arrivée des chaînes privées, s'est traduite, pour l'auditeur, par la possibilité de faire son choix dans l'offre des émissions et des informations. Enfin, il faut signaler que le contenu de la radio, seul média s'occupant véritablement des langues nationales africaines, ce qui a favorisé sa réconciliation avec les cultures locales, en fait le véritable *mass media*<sup>1</sup> en Afrique.

Ce travail est un tour d'horizon sur les médias en Afrique. On sait que la presse écrite est le premier mass média à vocation informationnelle, loin devant la radio et la télévision. Chaque médium a eu son mode d'implantation spécifique, dans un continent où ils sont tous apparus comme modalité du transfert de technologie.

Nous allons, successivement, aborder la question des médias dans un contexte de sous développement, puis celle des acteurs de cette information, en faisant un tour d'horizon des stations internationales d'Afrique de l'ouest, émettant en ondes courtes et en modulation de fréquence. Il s'agit, dans cette deuxième partie, de réfléchir sur le rôle joué par ces médias internationaux dans l'utilisation et la vulgarisation des langues africaines.

## I- PROBLEMATIQUE ET QUESTIONS DE RECHERCHE

<sup>1</sup> *Revue Trimestrielle de l'Institut africain pour la démocratie* n°10, Karthala, p 69, 1997.

### 1-1 Première hypothèse : Le journaliste africain a une mission spécifique.

Dans un continent où les tâches de construction sont énormes et où le premier objectif est la lutte contre la misère et le sous développement, il demeure évident que les *mass médias*, et singulièrement la radio et les journalistes, ont un rôle particulier à jouer mais qui, sans s'éloigner profondément de celui de l'information dans une société, s'en différencie cependant.

Et c'est à juste titre qu'on appelle parfois ces derniers, auxiliaires ou soldats du développement.

On dit communément que celui qui détient l'information, détient la clé du pouvoir. Ce qui est vrai du pouvoir l'est du développement, du moins dans le contexte du tiers monde. Les mass médias constituent une espèce de creuset où viennent se fondre toutes les activités ou toutes les actions concourant à ce développement ; ils en sont les caisses de résonance ou mieux les amplificateurs.

Si tant de politiques de développement ont échoué en Afrique, c'est sans doute, en partie, parce que les actions de développement ne se sont pas appuyées sur ses puissants moyens mobilisateurs. Le développement des sociétés du tiers monde ne peut se réaliser sans la participation active et responsable du monde rural.

Or une des conditions essentielles de cette participation est l'utilisation des mass médias. Déjà, en 1962, au cours d'une réunion d'experts sur le développement des moyens d'information en Afrique, U Thant, alors secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, après avoir affirmé la nécessité de mobiliser en Afrique toutes les ressources nationales et internationales, ajoutait ceci : « parmi les ressources, nulle n'est plus importante que celle qui réside dans l'esprit et dans la volonté de l'homme, et pour mobiliser au maximum cette ressource capitale, il n'est pas de moyens plus puissants que ceux dont la mission est d'informer ».<sup>2</sup>

Et, s'il fallait recourir à une comparaison pour parler des journalistes africains, c'est à des ingénieurs, des agronomes, des médecins qu'il faudrait les assimiler. En un mot, ce sont des bâtisseurs. Mais, pour jouer ce rôle, il faut des hommes de communication d'un type nouveau.

Au moment de la décolonisation, dans la plupart des Etats africains, seule la radio connaissait un certain essor. La presse écrite était à l'Etat embryonnaire et la télévision tout simplement inexistante. Seuls, les 10% de la population qui savaient lire et parler le français ou une des langues officielles, pouvaient écouter les émissions de radio. La majorité se considérait comme exclue.<sup>3</sup>

Tout le monde est unanime à reconnaître que le développement ne saurait se réaliser sans une prise de conscience vigoureuse de ceux qu'il concerne et sans leur participation, en vue d'un développement endogène, c'est-à-dire conçu de l'intérieur. Or, quel moteur plus puissant que les mass médias, pour parvenir à cette prise de conscience et à cette participation ? En effet, la dynamique d'une société en mutation exige, beaucoup plus que la simple acceptation, l'allégeance même.

Les ruraux constituent un vaste public dont il faut obtenir l'adhésion, susciter la conviction, qu'il faut informer, quelque fois même éduquer, mais qu'il faut aussi écouter, dont

<sup>2</sup> Samb (Moustapha), (1995- 1996). *Etude de la Radio au Sénégal et des Nouvelles Stratégies des stations Internationales*, thèse de doctorat unique, Bordeaux, p 163.

<sup>3</sup> Mangane (Samba), (2001-2002) . *Place des langues nationales à la radio de 1960 à 2001*, mémoire de Maîtrise en Sciences de l'Information et de la Communication .

il faut apprendre. Le public, en effet, ne peut ni participer aux programmes de développement, ni même utiliser les services de manière productive, s'il n'est pas informé et s'il n'est pas en mesure d'identifier et d'apprécier les problèmes.

Seuls, les individus convaincus de l'intérêt de ce qu'on leur propose, seront à même de participer activement à une action de développement. Encore faut-il pouvoir les convaincre et pour cela, parler de la même chose ou, en tous cas, avoir un minimum de références communes permettant l'échange des messages.

Il faudrait donc pouvoir communiquer. Cela suppose de la part de l'homme de radio une ouverture d'esprit, une volonté de comprendre et de se faire comprendre. D'où l'importance, pour lui, de comprendre les langues nationales et de connaître le milieu.

Une participation effective peut être obtenue tout simplement en permettant aux paysans de s'exprimer, en reconstituant, en quelque sorte, l'arbre à palabre africain traditionnel, véritable forum où se débattent les affaires de la cité.

En Afrique, palabre signifie débat, affaire, conflit. C'est en fait la réduction d'un conflit par le langage, c'est la violence prise humainement dans la discussion, soumise à l'action efficace de la toute puissance du verbe. Bien que rigoureusement codifiée, avec la primauté de la personne âgée, l'interdiction de couper la parole, la palabre suppose et implique la franchise totale et la liberté intégrale des participants. Au sens fort du terme, elle est dialogue s'achevant dans la communion.

On peut affirmer qu'en Afrique rien ne se règle vraiment en dehors de la persuasion que l'on peut et que l'on doit toujours susciter, grâce aux vertus du dialogue et de la palabre.

Dans le dialogue, la dimension humaine de la communication importe autant que le contenu. Quelle que soit la teneur du message, s'il n'est pas accompagné d'un supplément d'âme et de chaleur humaine, il risque de perdre de sa valeur et de son impact.

Et c'est là que modernité et tradition se rejoignent à travers la radio. En effet, grâce à la radio rurale, l'Afrique a pu faire, dans un premier temps, l'économie de la galaxie Gutenberg.

Une société de tradition orale a pu conserver sa tradition à travers ce média « étranger ». C'est, en bref, le fait de pouvoir utiliser les langues nationales à la radio qui a constitué, pour celle-ci, une espèce de réconciliation avec les couches paysannes.

Pendant la colonisation, l'élève africain n'avait pas le droit d'utiliser à l'école sa langue maternelle dans les conversations, et cela jusque dans la cour de récréation. Il était dissuadé par l'utilisation d'un symbole. Il s'agissait d'une ardoise sur laquelle était dessiné un âne (ou un objet quelconque ainsi dénommé) : on accrochait cette ardoise (ou cet objet) au cou de l'élève qui avait enfreint la loi en utilisant parfois un seul mot de sa langue maternelle à l'école. Cet âne devait rechercher un autre âne pour lui remettre le symbole.

Les médias, surtout audiovisuels, peuvent contribuer grandement non seulement à sauvegarder le patrimoine culturel, mais surtout à le valoriser. La radio a un rôle irremplaçable à jouer dans la réhabilitation des langues nationales : c'est l'une des vocations de la radio rurale. En effet, en tant qu moyen de communication, elle réduit les distances, supprime les barrières de l'analphabétisme, tout en permettant un contact avec l'auditeur. Grâce à l'invention du transistor, l'information pénètre jusque dans les endroits les plus reculés. La télévision est une infrastructure coûteuse, mais elle est indispensable. En effet l'impact de l'image est considérable. Aussi, beaucoup d'Etats africains ont-ils fait l'effort de l'implanter chez eux. Cependant elle doit être éducative et non pas seulement faire effet de spectacle.

Le support écrit est également très important. L'alphabétisation fonctionnelle dans les langues nationales telle qu'elle s'est développée permet, à la fois, d'envoyer des messages de

progrès technique agricole et de récupérer par l'écriture, dans des formes nouvelles, le patrimoine culturel des ruraux. Il est possible à la lumière des expériences africaines, de dégager les conclusions suivantes :

- l'éradication de l'analphabétisme n'est pas une vue de l'esprit : les pays qui se sont engagés résolument dans cette voie en ont montré la preuve ;

- l'alphabétisation, pour motiver les populations doit être fonctionnelle, les aider à résoudre leurs problèmes quotidiens, ou, en d'autres termes, avoir une utilité pratique pour elles.

Cette participation des populations est possible, à condition de prendre les dispositions qui s'imposent au stade de la post-alphabétisation dans les domaines politique, juridique et institutionnel.

Au-delà de la simple alphabétisation fonctionnelle des populations, il a été envisagé, lors d'un symposium organisé à Dakar, sur le thème « Philosophie et langues nationales », d'ouvrir un débat sur l'éventuelle intégration des langues africaines dans les enseignements des départements de philosophie et ce en vue de pousser les philosophes à s'exprimer directement dans ces langues ou à y exprimer leurs pensées. Il s'agirait, à la fois, de traduire la philosophie occidentale, afin de la mettre à la portée de la majorité des africains et de créer une tradition de débats philosophiques en langues africaines.

Babacar Sine, Ancien Directeur du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de l'Université Cheikh Anta Diop, a souligné que l'usage d'une langue africaine, à la télévision ou à la radio, a une portée beaucoup plus révolutionnaire que l'usage du français. Car l'audiovisuel est connoté par l'africain comme l'outil de l'étranger : il y a un rapport extérieur entre cet outil et lui. Mais l'usage d'une langue africaine est l'occasion d'une réconciliation, car le fait que le Mossi ou le Peul ou encore le Wolof écoutent sa propre langue à la télévision ou à la radio crée un rapport de transparence. Cette communication lui apporte confiance non seulement dans l'outil qui cesse d'être distant, mais dans sa propre langue.<sup>4</sup>

## **2-2 Deuxième hypothèse : La Radio, un moyen efficace pour le développement local en Afrique.**

En rupture avec le schéma macluhanien qui met l'accent sur le canal, dans le contexte africain, c'est le message qui compte le plus, c'est la langue utilisée par les médias qui détermine leur nature, qui fait d'eux soit des *class médias*, soit des *mass médias*, ou tour à tour *class* et *mass média*. Lorsque par exemple, à la radio, le français est utilisé, ce média devient un *class média* et lorsque c'est une langue nationale assez répandue, il devient un *mass média*. C'est un devoir impérieux pour les Etats africains de promouvoir la communication rurale. Cette forme de communication mérite spécialement l'attention, dans la mesure où elle permet d'offrir, aux couches les plus larges de la population, une information à laquelle chacun a droit et favorise ainsi une participation accrue des masses au développement socio économique et à la vie culturelle.

Cependant, force est de constater que la radio rurale se trouve aujourd'hui confrontée à de sérieuses difficultés : manque de personnel suffisamment qualifié, manque d'équipements, évaluation insuffisante de son impact sur le monde rural. Malgré ces difficultés, la communication rurale est la seule voie pour atteindre la communication de masse, tant il est

---

<sup>4</sup> Sine (Babacar), Ancien Directeur des Etudes du Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (Cesti).

vrai que les sociétés africaines, pour longtemps encore, resteront dominées par la ruralité et par l'oralité.

La radio rurale, qui travaille à provoquer les mutations nécessaires pour asseoir la modernité, doit elle-même évoluer et ne pas demeurer statique, comme c'est le cas depuis des décennies. Le développement des médias décentralisés peut favoriser une plus grande participation, notamment en matière de communication rurale et de développement local, et peut permettre à des publics défavorisés de recevoir des informations plus diversifiées et correspondant mieux à leurs besoins et, en même temps, leur donner la possibilité de faire connaître leurs préoccupations et leurs points de vue.

L'enracinement de la radio dans la société n'implique pas un retour pur et simple à toutes les valeurs socioculturelles nationales. Certaines d'entre elles sont en effet négatives, défavorables au progrès, et constituent même des obstacles au progrès. Personne ne songe à réactualiser des traditions rétrogrades. L'africain nouveau doit être ouvert sur l'avenir, mais aussi capable de rester lui-même.

Alors que l'histoire récente offre d'innombrables exemples d'une approche unilatérale en matière de planification du développement, ainsi que de nombreux échecs des programmes conçus de façon centralisée, on a vu apparaître que le développement est non pas un état, mais un processus de changement dont l'orientation peut et devrait être déterminée par les individus concernés. Cette nouvelle approche du développement, qui se fonde sur la participation, implique une communication horizontale, dans la langue des populations, entre les individus d'une communauté ayant à discuter et à décider des projets de développement. Cette approche se fonde sur le modèle participatif d'éducation qui remet en cause l'approche, à sens unique, du transfert d'information.

Ce modèle éducatif, développé principalement par le pédagogue brésilien Paulo Freire, repose sur l'idée « d'activation de la conscience », c'est-à-dire sur la capacité d'intégrer les gens au processus d'éducation et de communication.<sup>5</sup>

Ces nouvelles approches ont été considérées, comme une rupture radicale avec les conceptions traditionnelles du développement et de l'éducation, dans la mesure où elles ne reposent pas sur un simple transfert, mais sur la communauté elle-même en tant qu'organe de décision. Nous allons aborder notre deuxième point consacré aux acteurs de l'information régionale.

## II - LES ACTEURS DE L'INFORMATION REGIONALE

Par acteurs, nous entendons le personnel chargé de la collecte et du traitement des nouvelles. Ce personnel est composé de journalistes, de pigistes et de producteurs extérieurs. Nous évoquerons la place qu'ils occupent dans la corporation et le rôle qu'ils jouent dans le traitement de l'actualité régionale.

La place d'abord, parce que journalistes et pigistes occupent des positions différentes dans le milieu professionnel local. Le comportement des uns et des autres révèle un antagonisme latent. On a le sentiment que les journalistes veulent « marquer leur territoire » et partant rectifier l'opinion très répandue qui assimile à des journalistes tous ceux qui parlent à la radio ou qui écrivent dans un journal. Cette réaction des journalistes va jusqu'à la réclamation d'un diplôme pour l'accès à la profession. Une telle compétence, fondée sur le

<sup>5</sup> Berrigan (Frances), (1981). *Les médias communautaires et le développement*, Etudes et documents d'information, n°90, Unesco, p 81.

diplôme, va susciter quelques fonctions à l'intérieur de la corporation. Les non-diplômés (pigistes et producteurs extérieurs) vont opposer aux connaissances académiques leurs expériences professionnelles. Quant aux rôles de chacun, on peut percevoir, également, une opposition latente à travers le traitement des nouvelles locales. Aux journalistes sont dévolus les reportages jugés importants, tandis que les pigistes se contentent de sujets moins attrayants. Pour apprécier davantage la spécificité des différents acteurs de l'information régionale, il importe de procéder à l'analyse sectorielle des différentes composantes.

Le corps des journalistes en milieu local est un prolongement de la situation qui règne dans la capitale, à savoir le caractère hétéroclite de la corporation. Dans les régions, la disparité est plus flagrante, les journalistes y ont intégré la profession dans des conditions différentes (recrutement de jeunes formés dans des écoles de journalisme et titularisation d'anciens pigistes ou producteurs extérieurs). A chaque situation, on doit aussi ajouter certains handicaps ou désavantages liés à l'isolement des activités régionales. Ces handicaps se répercutent dans le traitement des nouvelles et expliquent le discrédit qui s'attache à l'information régionale. Ce faisant, les journalistes qui exercent à l'échelon régional accusent un désavantage certain par rapport à leurs homologues de la capitale. Ils ne sont choisis que très rarement pour les missions à l'étranger, de même que pour les bourses de formation ou de perfectionnement.

S'il leur arrive de se déplacer à l'étranger, pour assurer la couverture d'un événement, c'est le plus souvent dans des domaines limités au sport ou à la culture. Quant au plan de carrière, le journaliste régional avance beaucoup plus lentement que son collègue de la capitale ; ils ont donc moins de chance de prétendre à certains postes de responsabilités, à cause d'une réputation moins établie. Sur le plan régional toujours, la corporation des journalistes offre une configuration très complexe qui résulte de la diversité des niveaux de formation.

On y trouve des jeunes formés dans des grandes écoles de communication, d'autres relativement plus âgés et sans diplôme, mais ayant appris, avec la pratique, des techniques de la profession. Ces derniers se considèrent comme les pionniers de l'information régionale, parce qu'ayant démarré les activités journalistiques dans les régions. Ils ont eu accès à la profession au moment où le diplôme n'était pas de rigueur. Le recrutement se faisait sur la base des relations, que certains entretenaient avec l'élite régionale. Ils ont presque tous commencé par des émissions de divertissement pour ensuite aborder les traitements de l'actualité.

Certains d'entre eux étaient des fonctionnaires en service dans les centres régionaux d'information, ils furent reversés à l'agence de presse sénégalaise, au moment de la fonctionnarisation intervenue sous l'empire de la loi du 26 juillet 1972.

Le quotidien national « Le soleil » plus précisément, a démarré sa page régionale à l'aide de bonnes volontés qui ont ensuite intégré le corps des journalistes.

Les anciens collaborateurs devenus journalistes titulaires constituent le groupe majoritaire dont l'identification repose sur la commune formation sur le tas, même si certains ont par la suite réussi à se perfectionner à l'étranger ou au Cesti. La seconde catégorie de journalistes titulaires est constituée par la nouvelle vague, regroupant les jeunes diplômés des écoles de communication qui sont affectés dans les régions pour y débiter leurs activités professionnelles. L'affectation des jeunes recrues hors de la capitale s'explique par les effectifs pléthoriques des organes centraux. Ainsi, ce flux a été canalisé en direction des régions.<sup>6</sup> Nous

<sup>6</sup> Cissé (Badara), (1990). *L'information locale dans les médias sénégalais*, thèse de doctorat unique, bordeaux , p 68 à 72.

allons aborder notre dernière partie sur l'information en langues nationales à travers les radios internationales.

### III - LES RADIOS INTERNATIONALES FACE AUX LANGUES NATIONALES

Elle n'est pas si lointaine, la bonne vieille époque des ondes courtes, lorsqu'il fallait jouer au funambule du bouton pour caler le curseur de son poste radio sur la bonne fréquence, évitant le millimètre de trop qui faisait tomber dans le vide des parasites, s'escrimant avec l'antenne à la recherche de la bonne orientation.

De loin, parvenait alors une voie inégale qui se perdait par intermittence dans le « fading ». Dans ces conditions, le poste radio devenait une excroissance de l'oreille. Il fallait le coller le plus possible, pour ne rien perdre du souffle de liberté qu'on recherchait dans les radios internationales, afin d'étancher une soif d'informations. Car l'environnement médiatique local était presque désertique.

Ce n'était pas seulement une prouesse technique (avec de petits postes) que de parvenir à accrocher RFI, Africa n°1, la Voix de l'Amérique ou la BBC. C'était aussi un signe de classe et d'ouverture sur le monde, mais surtout une volonté de liberté face au carcan local d'une presse embastillée.

Aujourd'hui, toutes ces acrobaties relèvent d'un autre âge. La « vérité » ne vient plus uniquement d'outre-mer et certaines radios internationales sont devenues disponibles avec facilité et confort d'écoute. Le dégel politique en Afrique a libéré l'information, l'hospitalité offerte sur la bande FM a fait le reste. Ainsi, les stations « mondiales » ne sont plus ce qu'elles étaient, avec l'effondrement de cette par du mythe qui était liée à la difficulté d'accès. Mais, surtout, elles ne sont plus seules à nous parler de nous, ni les mieux placées pour le faire. La démonopolisation des ondes et la naissance des stations privées locales ont renversé l'ordre ancien, même si elle n'a pas signifié la fin d'une certaine stratégie de présence en Afrique.

Cette approche des radios internationales va nous permettre de réévaluer les facteurs qui déterminent leur implantation en Afrique.

L'une des tares des radios internationales est liée à l'insuffisance de leur prise en compte dans leurs informations et programmes des langues africaines. A part la BBC dans certaines régions africaines, la plupart des stations sont demeurées *class médias* en Afrique, non pas par le médium mais par leur contenu. L'écoute est déterminée par plusieurs facteurs : il faut d'abord disposer d'un poste radio à ondes courtes, et récemment à modulation de fréquence, du confort d'écoute (dépendance des ondes courtes des conditions atmosphériques, puissance des émetteurs fading). Les autres facteurs sont :

- les liens historiques avec le pays émetteur
- l'image et la crédibilité de la station
- l'ouverture sur le monde de l'auditeur ;
- et surtout, la compréhension de la langue d'émission.

La part des langues ouest africaines utilisées par les radios internationales reste faible et l'on a assisté ces dernières années à leur réduction.



En 1991, en dehors du Haoussa, langue dans laquelle plusieurs stations diffusent leurs programmes, seule la radio *le Caire* émettait dans d'autres langues ouest africaines. L'information vient en tête dans les grilles des programmes des radios internationales et dans les préoccupations des auditeurs. Selon un sondage Marcomer effectué en 1986 dans plusieurs capitales ouest africaines, 89% des auditeurs réguliers des radios internationales les écoutaient avant tout pour l'information<sup>7</sup>.

L'Afrique est restée longtemps sans être un enjeu privilégié pour la plupart des stations internationales, notamment les « majors » que sont les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Seule la France y exerce une action prépondérante (option pour les relations privilégiées avec les anciennes colonies, la francophonie).

Grâce à la radio, la parole, en franchissant les frontières, exerce une fonction diplomatique. Les stations des radios internationales restent ambivalentes. Elles obéissent à des leitmotivs politico-diplomatiques, à la promotion des intérêts et de l'influence du pays émetteur. L'on voit bien les risques d'aliénation culturelle, de « clientélisation » des élites africaines, inhérents à leurs actions, même si les messages n'agissent sur eux que lorsqu'ils leur sont réceptifs. De même, leur lecture égocentrique des événements et l'image caricaturale et négative qu'elles donnent de l'Afrique (famine, maladie, luttes tribales) sont autant de facteurs qui conduisent à nuancer le pluralisme qu'elles génèrent.

Ce pluralisme s'exerce essentiellement au sein des couches urbaines scolarisées : au Sénégal, pendant les élections de 1993, les radios internationales comme RFI et Africa n°1 étaient constamment écoutées par les élèves, les étudiants, les fonctionnaires, bref les cadres et les professions libérales. Les facteurs déterminant l'écoute qui ont été évoqués, notamment le déterminisme linguistique, circonscrivent l'écoute à l'élite. Les stations internationales prennent surtout en compte les leaders d'opinion. La part des langues nationales demeure encore faible, ce qui explique l'exclusion de la majorité de la population.

Les sondages disponibles montrent, en effet, que l'auditeur type est un homme de moins de quarante ans ayant un niveau d'instruction et un statut économique élevés et habitant en ville. Les hommes sont deux fois plus nombreux à écouter les radios internationales que les femmes. Entre autres, un sondage Sécodip réalisé à Ouagadougou en juin 1991<sup>8</sup> a montré que 93% des personnes ayant reçu une formation universitaire écoutaient RFI contre 15% de non instruits, 36% des personnes ayant reçu une éducation primaire et 65% des personnes ayant fréquenté l'école secondaire. Un autre sondage Sécodip, effectué à Cotonou en novembre 1989<sup>9</sup>, a montré que 95% des personnes « aisées » écoutaient régulièrement les radios internationales contre 48% de personnes démunies.

En définitive, on peut dire que les moyens humains, financiers et techniques ne sont pas bien sûr les mêmes entre ces voix du Nord et celles du Sud, la matière première (l'information) à traiter non plus, de même que les finalités visées ici et là. Entre stations locales et étrangères, ce qui pourrait être ainsi une concurrence se ramène à une complémentarité. Tant il est vrai que les objectifs diffèrent. Cependant, la bataille pour la libre expression, pour une citoyenneté plus responsable est devenue un pari aussi bien pour les stations locales que pour celles internationales. C'est donc ce combat que doit mener la multitude de radios qui naissent dans nos pays au service de nos jeunes démocraties en construction. Une radio internationale demeure toujours l'expression d'une politique étrangère. Si des nuances subsistent entre le professionnalisme de la BBC, la subtilité de RFI

<sup>7</sup> Sondage Marcomer (1986).

<sup>8</sup> Sondage Sécodip (1991).

<sup>9</sup> Sondage Sécodip (1989).

et le pragmatisme de la VOA, l'idéologie qui sous-tend leurs émissions destinées au monde reste la même : asseoir une culture et la consolider, étendre une influence politique sur le monde et servir de relais diplomatique. Le tout servi avec un professionnalisme qui fait encore la différence avec les stations locales et qui constitue l'avantage des stations internationales.

Cette offensive médiatique vers l'Afrique, les pays de l'Est l'ont connue après la chute du mur de Berlin. Et elle illustre au moins une réalité : le continent africain ne laisse guère indifférent. Aux luttes feutrées de la guerre froide, se substituent aujourd'hui les subtiles rivalités autour d'un médium chaud qui vit son printemps. Mais pour cette fois, l'Afrique n'est pas un terrain vierge offert à tous les appétits. Il existe des spécificités locales âprement défendues, avec de plus en plus de professionnalisme et une volonté de ne pas rester en rade. L'essentiel est de se battre pour ne pas laisser les technologies de l'information et de la communication (qui offrent une opportunité d'internationalisation des médias nationaux) faire à nouveau la différence de façon dramatique.

## CONCLUSION

Les médias sont devenus le creuset de l'expression pluraliste des sensibilités politiques, sociales, économiques, philosophiques et religieuses. Grâce au travail de sensibilisation de ces radios, les taux de scolarisation dans nos villages évoluent et certaines maladies ne sont plus considérées comme fatales, pourvu que l'on se fasse vacciner à temps. Jusqu'à une période récente, nos sages-femmes affectées à l'intérieur du pays étaient désœuvrées, parce que nos femmes ne voulaient pas se rendre à la maternité. Aujourd'hui, elles se trouvent débordées. Dans certaines zones, les stations locales ont fait du reboisement une préoccupation populaire alors que dans d'autres, les avortements clandestins qui étaient un fléau social ont vu leur fréquence diminuer.

L'impact des radios de proximité sur les problèmes de développement local est devenu si important que certaines organisations internationales et autres institutions locales louent les temps d'antenne pour l'éducation des populations<sup>10</sup>.

Au total, si la démonopolisation des ondes en Afrique a d'abord été un phénomène essentiellement urbain au profit des radios internationales, dans la première moitié des années 90, la multiplication des radios privées et surtout celles de proximité, en milieu rural, a depuis lors changé le paysage médiatique africain<sup>11</sup>. Radios associatives ou radios communautaires, leur immersion dans le milieu qui constitue leur public-cible spécifique a apporté une dimension supplémentaire à la démocratisation de l'information.

Les populations sont informées dans leurs propres langues et les radios leur offrent l'opportunité de s'exprimer par elles-mêmes. Les programmes traduisent les préoccupations locales, le plus souvent tournées vers les priorités nécessaires au développement humain. Que ce soit des questions de santé, de protection de l'environnement, de gestion de la collectivité

<sup>10</sup> *Médiations* n°28 p7à 9, 2001

<sup>11</sup> Lambal (Raphaël) (2000) Pluralisme radiophonique et liberté d'expression au Sénégal de 1994 à 2003 : le cas de Sud FM et de Walf FM, année académique 2002-2003, Cesti, p 75.

locale, les radios communautaires ont permis une implication plus dynamique, plus positive des populations, engagées désormais dans une participation citoyenne active.

Dans le processus de décentralisation qui s'est renforcé au cours de ces cinq dernières années on a vu de grandes stations installées dans les capitales se déployer en réseaux, avec l'ouverture d'antennes locales. Mais le phénomène d'appropriation communautaire de la radio est plus dynamique encore. Sur les 426 stations éparpillées en Afrique, 257 émettent hors des capitales. Pas toujours en milieu rural, mais avec un processus de ruralisation de plus en plus prononcé. Aujourd'hui, les administrés parlent aux élus, le technicien de santé peut faire de la sensibilisation à l'antenne, les compétences locales s'affirment dans la parole libérée et on assiste à une renaissance culturelle autour des langues nationales qui deviennent les vecteurs privilégiés d'expression.

En accédant à la prise de parole à travers les stations associatives ou communautaires, les populations à la base brisent leur sentiment d'être isolées. Le dialogue devient possible avec les autorités centrales ou locales, rompant ainsi avec le discours unidirectionnel qu'elles ont toujours entendu, voire subi. La radio se trouve ainsi au cœur de l'oralité et joue un rôle insoupçonné au sein des communautés rurales, grâce à l'utilisation et à la valorisation des langues nationales.

## BIBLIOGRAPHIE

- Berrigan, Frances (1981). *Les médias communautaires et le développement*. Etudes et documents d'information, n°90, Unesco.
- Cissé, Badara (1990). *L'information locale dans les médias sénégalais*. Thèse de doctorat nouveau régime, Université de Bordeaux 3, 286 p.
- De Maeseneer, Paul (1992). *A vous l'Antenne, précis de journalisme radio*, Nouveaux horizons, 223 p.
- Dumas, Hélène (2001), *Les radios communautaires au Sénégal, micro ouvert sur le quotidien des populations* in le soleil n° 9453.
- Lambal, (Raphaël) (2002). *Pluralisme radiophonique et liberté d'expression au Sénégal de 1994 à 2003 : le cas de Sud FM et Walf FM*, Mémoire de maîtrise au Cesti, 115 p.
- Mangane ,Samba (2001). *Place des langues nationales à la radio de 1960 à 2001*, Mémoire de maîtrise en sciences de l'information et de la communication Cesti (Ucad).
- Médiactions* (2001) n° 28.
- Médiactions* (2001) Nouvelles séries, n°27
- Mélanges offerts au Professeur Boubacar Ly* (2006). Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines édités par les Presses Universitaires de Dakar.
- Revue Trimestrielle de l'Institut Africain pour la Démocratie* (1997). N°10 Avril-Mai.
- Samb, Moustapha (1995). *Etude de la Radio au Sénégal et des Nouvelles Stratégies des Stations internationales*. Thèse de doctorat, nouveau régime, Université de Bordeaux 3, 400p.
- Sine, Babacar, Ancien Directeur du Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (Cesti).
- Sondage Marcomer* (1986)
- Sondage Sécodip*, Novembre (1989)
- Sondage Sécodip* (1991)

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.  
This page will not be added after purchasing Win2PDF.